



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.800/2/V
du 28 août 2020

advies 67.800/2/V
van 28 augustus 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
modification de l'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
21 mars 2018 relatif à la
situation administrative et
pécuniaire des membres du
personnel contractuel des
organismes d'intérêt public de
la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende wijziging
van het Besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 21 maart 2018
betreffende de rechtspositie en
de bezoldigingsregeling van de
contractuele personeelsleden
van de instellingen van
openbaar nut van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 15 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2020, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2020.

*

Op 15 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 31 augustus 2020 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La note au Gouvernement indique que le projet contient essentiellement des modifications de forme de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après : « l'arrêté OIP-contractuels »).

Or, il apparaît que le projet implique des modifications qui ne sont pas que de pure forme.

Le projet sera utilement accompagné d'un rapport au Gouvernement décrivant de manière précise les modifications envisagées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « gewijzigd door de wet van 24 december 2002 » seront remplacés par les mots « modifiée par la loi du 24 décembre 2002 ».
2. À l'alinéa 5, l'intitulé actuel de l'ordonnance du 26 juin 2003 sera indiqué, soit « portant création d'Innoviris ».
3. À l'alinéa 7, l'intitulé actuel de l'ordonnance du 28 mai 2015 sera indiqué, soit « créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe ».
4. L'alinéa 12 indiquera la date à laquelle le test d'égalité des chances a été réalisé.
5. Le préambule sera complété par des visas relatifs aux avis des organismes d'intérêt public de classe B au sens de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public', soit l'avis du comité de gestion d'Actiris, l'avis du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise et l'avis du comité de gestion de la Société régionale du Port de Bruxelles.

6. L'alinéa 14 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.800/2/V du Conseil d'État, donné le 28 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »¹.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Si l'intention de l'auteur du projet est uniquement de corriger l'énumération de l'article 2 de l'arrêté OIP-contractuels, plutôt que de remplacer l'entière des dispositions de cet article, il convient de prévoir, à l'article 1^{er}, que, dans l'énumération de l'article 2 de l'arrêté OIP-contractuels, le second « 1. » est renuméroté « 2. » et que dans la suite de l'énumération, le « 2. » est renuméroté « 3. », le « 3. » est renuméroté « 4. » et le « 4. » devient « 5. ».

La version néerlandaise de l'article 1^{er} sera adaptée conformément à ce qui est exposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

Est transposable à l'article 3, l'observation formulée par la section de législation dans l'avis n° 67.798/2/V donné ce jour sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : « l'arrêté SPRB-contractuels »), à propos d'une disposition identique. Cette observation, formulée sur l'article 1^{er} de ce projet d'arrêté, est rédigée comme suit, la référence à l'arrêté SPRB-contractuels devant être remplacée par une référence à l'arrêté OIP-contractuels :

« Invité à justifier le fait que la modification apportée l'article 9, § 5, de l'arrêté SPRB-contractuels a pour effet qu'un lauréat d'une sélection statutaire n'est plus dispensé de l'épreuve écrite anonyme, le délégué du Ministre a indiqué :

‘Actuellement, cet arrêté [SPRB-contractuels] prévoit une dispense de toute la sélection pour être engagé comme contractuel si le candidat est lauréat d'une épreuve de sélection statutaire organisée par SELOR (art. 5, § 3). Par ailleurs, il est prévu que les lauréats d'une sélection statutaire organisée par le service public régional de Bruxelles sont dispensés de l'épreuve écrite anonyme (art. 9, § 5). Il y a donc une redondance partielle. Nous proposerions alors de supprimer le § 3 de l'art. 5 afin que le candidat soit dispensé de l'épreuve écrite s'il a réussi une sélection statutaire sur base de l'art. 9, § 5’.

Il paraît résulter de cette réponse que l'intention est en réalité de supprimer l'article 5, § 3, du texte actuellement applicable sans modifier l'article 9, § 5, du même texte, ce qui aura pour effet, d'une part, qu'à la différence de la situation actuelle, les

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

lauréats d'une épreuve statutaire organisée par SELOR ne seront plus dispensés de l'ensemble de la sélection visée par l'article 9 de l'arrêté SPRB-contractuels mais uniquement de l'épreuve écrite anonyme relative à cette sélection et que, d'autre part, tous les lauréats d'une sélection statutaire ou contractuelle organisée pour les entités visées à l'article 9, § 5, de l'arrêté SPRB-contractuels resteront dispensés de l'épreuve écrite anonyme relative à la sélection visée à l'article 9 du même statut.

Si telle est effectivement l'intention, le texte doit être adapté en ce sens en se bornant donc à abroger l'article 5, § 3, de l'arrêté SPRB-contractuels sans supprimer les mots 'statutaire ou' à l'article 9, § 5 ».

Article 4

Les mots « du titre VII du livre I^{er} » seront insérés :

- à l'article 14, alinéa 3, en projet, après les mots « le chapitre III » ;
- à l'article 14, alinéa 4, en projet, après les mots « le chapitre V ».

Article 6

Invité à justifier, au regard du principe d'égalité entre agents contractuels des OIP bruxellois, l'adoption de l'article 6, qui prévoit des échelles de traitement spécifiques pour le personnel contractuel des OIP bruxellois exerçant une fonction en relation avec l'informatique, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Il existe déjà actuellement dans l'arrêté 'contractuel' OIP du 21 mars 2018, pour certains membres du personnel contractuel effectuant des tâches auxiliaires ou spécifiques, la possibilité de bénéficier d'échelles de traitement particulières (art. 19). Le saut d'échelle s'applique après 6 et 15 ans. Les mêmes sauts d'échelle existent pour les membres du personnel statutaire.

La présente modification prévue à l'art. 6 du projet reprend ce que prévoyait l'arrêté 'contractuel' OIP du 27 mars 2014 pour les membres du personnel exerçant une fonction en relation avec l'informatique, qui est une fonction pour laquelle il est difficile de trouver du personnel. Le saut d'échelle prévu a été adapté de telle sorte que, comme pour tous les autres sauts d'échelle, il s'applique après 6 et 15 ans. La volonté du Gouvernement n'était pas de modifier l'arrêté du 27 mars 2014 pour les fonctions en relation avec l'informatique ».

Ces éléments de réponse figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 8

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur déroge à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', qui énonce que

« [l]es arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. Les arrêtés notifiés aux intéressés sont obligatoires à partir de la notification ou de leur publication si elle lui est antérieure ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

La règle d'entrée en vigueur à l'examen présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas de ce délai normal de dix jours.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ².

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 156.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Volgens de nota aan de Regering bevat het ontwerp in essentie vormelijke wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: “het besluit IONB-contractuelen”).

Het ontwerp blijkt echter ook wijzigingen te impliceren die niet louter vormelijk zijn.

Het zou nuttig zijn dat bij het ontwerp een verslag aan de Regering gevoegd wordt waarin de voorgenomen wijzigingen nauwkeurig beschreven worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden “gewijzigd door de wet van 24 december 2002” vervangen worden door de woorden “modifiée par la loi du 24 décembre 2002”.
2. In het vijfde lid moet het huidige opschrift van de ordonnantie van 26 juni 2003 vermeld worden, namelijk “houdende oprichting van het Innoviris”.
3. In het zevende lid moet het huidige opschrift van de ordonnantie van 28 mei 2015 vermeld worden, namelijk “tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht en tot oprichting van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie- en Hulpdienstberoepen – Brusafe”.

4. In het twaalfde lid moet vermeld worden op welke datum de gelijkekansentest uitgevoerd is.

5. De aanhef moet aangevuld worden met leden waarin verwezen wordt naar de adviezen van de instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’, namelijk het advies van het beheerscomité van Actiris, het advies van de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en het advies van het beheerscomité van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel.

6. Het veertiende lid, betreffende het advies van de Raad van State, moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 67.800/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”¹

DISPOSITIEF

Artikel 1

Als het enkel de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de opsomming in artikel 2 van het besluit IONB-contractuelen te corrigeren en niet om alle bepalingen van dat artikel te vervangen, dient in artikel 1 bepaald te worden dat in de opsomming in artikel 2 van het besluit IONB-contractuelen puntje “2.” vernummerd moet worden tot puntje “1.” en dat verder in de opsomming puntje “3.” vernummerd moet worden tot puntje “2.”, puntje “4.” vernummerd moet worden tot puntje “3.” en het eerste puntje “5.” vernummerd moet worden tot puntje “4.”.

De Franse tekst van artikel 1 dient aangepast te worden overeenkomstig hetgeen uiteengezet wordt in de Franse versie van dit advies.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikel 3

In artikel 3 is eveneens de opmerking van toepassing die de afdeling Wetgeving over een identieke bepaling geformuleerd heeft in advies 67.798/2/V dat vandaag uitgebracht is over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: “het besluit GOB-contractuelen”). Die opmerking over artikel 1 van dat ontwerpbesluit, waarin de verwijzing naar het besluit GOB-contractuelen vervangen moet worden door een verwijzing naar het besluit IONB-contractuelen, luidt als volgt:

“Op het verzoek te rechtvaardigen dat de wijziging die aangebracht wordt in artikel 9, § 5, van het besluit GOB-contractuelen tot gevolg heeft dat de geslaagde van een statutaire selectie niet langer vrijgesteld is van de anonieme schriftelijke proef, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

‘Actuellement, cet arrêté [SPRB-contractuels] prévoit une dispense de toute la sélection pour être engagé comme contractuel si le candidat est lauréat d’une épreuve de sélection statutaire organisée par SELOR (art. 5, § 3). Par ailleurs, il est prévu que les lauréats d’une sélection statutaire organisée par le service public régional de Bruxelles sont dispensés de l’épreuve écrite anonyme (art. 9, § 5). Il y a donc une redondance partielle. Nous proposerions alors de supprimer le § 3 de l’art. 5 afin que le candidat soit dispensé de l’épreuve écrite s’il a réussi une sélection statutaire sur base de l’art. 9, § 5.’

Uit dat antwoord kan men opmaken dat de werkelijke bedoeling erin bestaat artikel 5, § 3, van de momenteel geldende tekst op te heffen, zonder artikel 9, § 5, van dezelfde tekst te wijzigen. Het gevolg daarvan is dat, enerzijds, de geslaagden van een statutaire proef georganiseerd door SELOR, in tegenstelling tot de huidige situatie niet meer vrijgesteld zullen zijn van de selectie bedoeld in artikel 9 van het besluit GOB-contractuelen maar enkel nog van de anonieme schriftelijke proef in verband met die selectie, en dat, anderzijds, alle geslaagden van een statutaire of contractuele selectie die is georganiseerd voor de entiteiten bedoeld in artikel 9, § 5, van het besluit GOB-contractuelen, vrijgesteld zullen blijven van de anonieme schriftelijke proef in verband met de selectie bedoeld in artikel 9 van hetzelfde statuut.

Als dat inderdaad de bedoeling is, moet de tekst in die zin aangepast worden: men moet er zich dus toe beperken artikel 5, § 3, van het besluit GOB-contractuelen op te heffen, zonder daarbij de woorden ‘statutaire of’ in artikel 9, § 5, te schrappen.”

Artikel 4

De woorden “van titel VII van boek I” moeten ingevoegd worden:

- in het ontworpen artikel 14, derde lid, na de woorden “hoofdstuk III”;
- in het ontworpen artikel 14, vierde lid, na de woorden “hoofdstuk V”.

Artikel 6

Op de vraag hoe in het licht van het beginsel van de gelijkheid tussen contractuele ambtenaren van de Brusselse ION de vaststelling van artikel 6 te verantwoorden valt, waarin specifieke salarisschalen bepaald worden voor het contractueel personeel van de Brusselse ION dat een informaticagerelateerde functie uitoefent, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il existe déjà actuellement dans l’arrêté ‘contractuel’ OIP du 21 mars 2018, pour certains membres du personnel contractuel effectuant des tâches auxiliaires ou spécifiques, la possibilité de bénéficier d’échelles de traitement particulières (art. 19). Le saut d’échelle s’applique après 6 et 15 ans. Les mêmes sauts d’échelle existent pour les membres du personnel statutaire.

La présente modification prévue à l’art. 6 du projet reprend ce que prévoyait l’arrêté ‘contractuel’ OIP du 27 mars 2014 pour les membres du personnel exerçant une fonction en relation avec l’informatique, qui est une fonction pour laquelle il est difficile de trouver du personnel. Le saut d’échelle prévu a été adapté de telle sorte que, comme pour tous les autres sauts d’échelle, il s’applique après 6 et 15 ans. La volonté du Gouvernement n’était pas de modifier l’arrêté du 27 mars 2014 pour les fonctions en relation avec l’informatique.”

Het is nuttig dat antwoord op te nemen in het verslag aan de Regering.

Artikel 8

Volgens de voorliggende bepaling treedt het besluit in werking op de eerste dag volgend op de maand van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Een dergelijke regel van inwerkingtreding wijkt af van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, dat als volgt luidt:

“De besluiten zijn verbindend de tiende dag na die waarop zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, tenzij zij een andere termijn bepalen. De besluiten waarvan kennis is gegeven aan de belanghebbenden, zijn verbindend vanaf de kennisgeving of vanaf de bekendmaking, als deze voorafgaat.”

De bedoeling van die bepaling is dat iedereen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Het nadeel van de voorliggende regel van inwerkingtreding is dat, indien het ontworpen besluit op het eind van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten ervan niet over die normale termijn van tien dagen zullen beschikken.

De voorliggende bepaling hoort te worden weggelaten zodat verwezen wordt naar het gemene recht inzake de inwerkingtreding, tenzij er een bijzondere reden zou bestaan om daarvan af te wijken. Indien de formulering van het ontwerp behouden wordt, moet gezorgd worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 156.